



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4676

Texte de la question

BILAN DU QUINQUENNAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Charles Taugourdeau, pour le groupe Les Républicains.

M. Jean-Charles Taugourdeau. Monsieur le Premier ministre, quatre-vingt-un jours nous séparent du résultat de l'élection présidentielle. Il ne vous reste que très peu de temps à la tête de votre gouvernement, mais suffisamment pour dresser le triste bilan des méfaits de ce quinquennat. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Le Président de la République l'a déjà fait, me direz-vous, puisqu'il a décidé de ne pas se représenter. Quel talent de visionnaire pour lui-même ! Mais, malheureusement, quel manque de vision pour la France depuis cinq ans !

Vous pourrez toujours argumenter au soir du 7 mai, il n'empêche : vous serez comptable de toutes les conséquences des mesures que vous aurez prises – ou que vous n'aurez pas prises – durant ce quinquennat. Ce ne sera plus à cause de nous comme vous n'avez cessé de le dire pendant cinq ans.

J'ai bien observé comment a fonctionné votre majorité, à géométrie variable en fonction de vos intérêts. Votre méthode est simple : vous ne faites pas, vous défaites ; vous ne construisez pas, vous détruisez ; vous n'adaptez pas, vous déguisez ; vous ne libérez pas, vous conduisez à plus de dépendance. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean-Paul Bacquet. N'importe quoi !

M. Jean-Charles Taugourdeau. Un maître mot, en quelque sorte : le nivellement par le bas. Aucune hauteur de vue !

Nos enfants ont des difficultés en français ? Vous réduisez le temps d'apprentissage de notre langue.

Les écoliers ont des difficultés aux examens ? Vous supprimez les notes et le redoublement.

Les entrepreneurs, les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les professions libérales se plaignent de la paperasse administrative ? Vous les emprisonnez avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ou le compte pénibilité. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Les familles des classes moyennes sont en difficulté financière ? Vous supprimez l'universalité des allocations familiales.

Les masques sont tombés. Votre objectif était clair : faire du clientélisme et mettre les Français en colère par

calcul politique pour garder le pouvoir.

M. Jean-Paul Bacquet. Nul !

M. Jean-Charles Taugourdeau. Finalement, avant de nous quitter, une seule question s'impose, monsieur le Premier ministre : aimez-vous vraiment la France ? (*Exclamations et huées sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme Brigitte Bourguignon. C'est minable ! Inacceptable !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, quel contraste ! Quel contraste entre la dignité et l'émotion de l'intervention du Premier ministre et les mots que vous avez prononcés ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Quelle peine j'éprouve pour vous, qui ne pouvez parler de la France qu'avec ces termes-là quand le Premier ministre en a parlé si personnellement !

Monsieur le député, faisons bref et faisons simple. Dans tout exercice de la responsabilité, il y a des choses que l'on réussit et d'autres que l'on réussit moins bien ou que l'on rate. Ce fut vrai pour vous comme cela peut être le cas pour nous.

M. Jean-Luc Reitzer. Vous n'avez pas réussi grand-chose !

M. Michel Sapin, ministre. Mais on peut faire des résumés assez simples de l'action – ce que vous appelez le « bilan » – des uns et des autres.

Voulez-vous que nous regardions le PIB, c'est-à-dire, au fond, l'activité économique de la France ? En 2012, il était inférieur à celui de 2007. En 2017, et même si ç'aurait pu être plus, c'est une augmentation de 4 %.

Voulez-vous que nous regardions le déficit commercial de la France, c'est-à-dire, au fond, la capacité de nos entreprises à se battre sur le champ mondial ? Là où vous aviez creusé ce déficit de plus de 32 milliards, nous l'avons rétabli de plus de 25 milliards : 32 milliards en moins, 25 milliards en plus ! La comparaison est simple, nette, catégorique, pour vous et pour tous ceux que vous avez soutenus. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Laurent Furst. Ce n'est pas honnête !

M. Michel Sapin, ministre. Voulez-vous que nous parlions de ce que l'on appelle, dans un jargon un peu hermétique, le taux de marge des entreprises ? Vous qui vous intéressez beaucoup aux entreprises, vous savez très bien de quoi je parle : c'est la capacité des entreprises à créer des emplois et à investir. Là où vous l'aviez dégradé de plus de trois points, nous avons réussi à le rétablir de trois points. En d'autres termes, nous avons effacé les effets de votre politique pendant cinq ans.

Voilà les faits tels qu'ils sont. Parlons des faits au lieu de prononcer des mots aussi durs qu'inutiles.

M. Sylvain Berrios. Allez, au revoir !

M. Michel Sapin, ministre. Soyez à la hauteur du Premier ministre quand vous lui posez des questions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Laurent Furst. Mensonges !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Charles Taugourdeau](#)

Circonscription : Maine-et-Loire (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4676

Rubrique : État

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 février 2017](#)